



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1108

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Mme la présidente . La parole est à M. Eddy Casterman.

M. Eddy Casterman . Je veux porter devant la représentation nationale la colère des maîtres-ouvriers de la Fonderie de Sougland. Cette entreprise, la plus ancienne des Hauts-de-France – elle a été créée sous François Ier –, fait la fierté de la Thiérache et de l'Aisne.

Ce monument de notre patrimoine industriel, qui a survécu aux convulsions de l'histoire, à la grande dépression de 1929, à deux guerres mondiales et même au quinquennat socialiste de François Hollande, est aujourd'hui menacé par les déboires du macronisme finissant.

La signature du crime ? Un simple acronyme, ACI – la si mal nommée Alliance des compétences industrielles. Ce groupe, qui a berné tous les grands de Bercy jusqu'au ministre Ferracci, n'est rien d'autre qu'une énième arnaque qui provoque une catastrophe industrielle.

Malgré les alertes de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, votre gouvernement n'a pas voulu voir le fiasco annoncé : le groupe, surendetté, a été placé en redressement judiciaire, une enquête pénale a été ouverte, des salaires n'ont pas été versés et 1 300 emplois sont menacés.

Ce désastre s'ajoute à la litanie des fermetures d'usines qui n'épargnent plus aucun territoire : Brandt et ses 700 salariés, que vous avez trahis, ArcelorMittal, NovAsco, Teisseire ou encore Erasteel.

Ces coups de poignards dans le dos de nos forces productives sont la conséquence de votre soumission à la folie normative et fiscale et au prix prohibitif de l'énergie et à votre apathie douanière face au dumping chinois.

Monsieur le premier ministre, combien de temps refuserez-vous d'entendre la proposition de Marine Le Pen, qui appelle à créer un véritable fonds souverain français, capable d'inciter les épargnants français à investir durablement dans les bases industrielles françaises ? Quand déclarerez-vous l'état d'urgence industriel de la France ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR. – Exclamations sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

M. Julien Odoul . On veut un titulaire, pas un remplaçant !

M. Sébastien Martin, *ministre délégué chargé de l'industrie* . Je tâcherai de vous répondre avec le même sens de la nuance, monsieur le député. La réindustrialisation mérite qu'on en discute avec sérieux. (« Oh ! » *sur les bancs du groupe RN.*)

M. Hervé de Lépinau . Mais quelle prétention !

M. Sébastien Martin, *ministre délégué* . Malheureusement, la holding ACI Group a été mal gérée et son redressement judiciaire fait peser des risques sur les entreprises qu'elle regroupe. Chacune d'entre elles fait l'objet d'un suivi méticuleux par les services de Bercy. Nous travaillons à des projets de reprise, voire de développement pour celles qui sont viables.

Vous avez évoqué les risques qui pèsent sur la réindustrialisation. Il est vrai que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait exploser les prix de l'énergie. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Vous avez raison de le rappeler, car je trouve bien facile d'expliquer que l'explosion des prix de l'énergie est liée à l'Union européenne, quand on a du mal avec les systèmes démocratiques et qu'on a soutenu pendant des années le régime de M. Poutine. C'est lui, le premier responsable de l'explosion du prix de l'énergie ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR et Dem. – Vives protestations sur les bancs du groupe RN.*)

La réindustrialisation mérite mieux que des vociférations. Il faut du sérieux et de la constance. La désindustrialisation qui a touché notre pays pendant des années a été arrêtée. Aujourd'hui, nous avons besoin de combattants et de résistants, pas de personnes qui baissent pavillon à la première difficulté !

Mme la présidente . La parole est à M. Eddy Casterman.

M. Eddy Casterman . Vous avez encore débité les mêmes balivernes que d'habitude pour masquer le hold-up fiscal de votre budget et l'échec de votre politique industrielle. Je rappelle que le refus de supprimer la CFE et la C3S, c'est vous ! Que la hausse de la CSG sur le capital, c'est vous ! Que les 24 milliards d'euros de déficit du budget de la sécurité sociale, c'est vous ! Que l'aggravation du déficit de l'État de 9 milliards au Sénat, c'est vous ! En un mot, la faillite de la France, c'est vous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Plusieurs députés du groupe EPR . Quelle honte ! menteurs !

Données clés

Auteur : [M. Eddy Casterman](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1108

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 décembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 décembre 2025